



Commission
européenne

Petit guide de l'euro



Affaires
économiques
et financières

À propos de l'euro

L'euro est né en 1999: il est apparu d'abord sur les fiches de paie et les factures. Le 1^{er} janvier 2002, les billets et les pièces en euros ont fait leur apparition aux guichets des banques, dans les caisses enregistreuses ainsi que dans les porte-monnaie. Ce fut un grand pas de plus vers l'intégration économique européenne, un projet qui a commencé avec la fondation de la Communauté économique européenne en 1957.

D'hier à aujourd'hui: les étapes vers l'euro

1957

La Communauté économique européenne est fondée, ouvrant un marché commun pour les biens, les personnes, les services et les capitaux qui circulent désormais plus librement entre les États membres.

Le marché commun prospère et s'étend, mais les échanges sont entravés par le grand nombre de monnaies en circulation.

1992

Le traité de Maastricht décide que l'Europe disposera d'une monnaie unique forte et stable pour le XXI^e siècle.

1999

L'euro est lancé en tant que monnaie «virtuelle».

2002

L'euro devient une réalité tangible: environ 8 milliards de billets de banque et 38 milliards de pièces en euros sont mis en circulation.

L'élargissement de la zone euro, qui a créé la deuxième puissance économique mondiale, se poursuit.

Quel est l'objectif?

L'euro et l'**Union économique et monétaire (UEM)** visent à rendre nos économies plus efficaces et efficaces afin qu'en dernier ressort, les Européens bénéficient de plus d'emplois et d'une plus grande prospérité.

L'euro vu de plus près

Le symbole de l'euro est «€».

Le dessin des billets en euros est commun à tous les pays de la zone euro.

Ces billets comportent divers dispositifs de sécurité. Regardez-les de près pour vous en assurer.

Les pièces en euros présentent un dessin commun sur une face et un dessin spécifique à chaque pays sur l'autre.

L'euro dans le monde

Vous serez peut-être surpris de voir jusqu'où circule l'euro. Ainsi, il sert de monnaie aux Antilles (Guadeloupe, Martinique et Saint-Barthélemy), dans l'océan Indien (Mayotte et Réunion), dans l'océan Atlantique (Açores, Canaries, Madère et Saint-Pierre-et-Miquelon), à Ceuta et Melilla sur la côte nord de l'Afrique ainsi qu'en Guyane française, en Amérique du Sud. Il est également la monnaie officielle de la Principauté de Monaco, de Saint-Marin, de la Cité du Vatican et d'Andorre, et la monnaie de fait du Kosovo et du Monténégro.



Mesurons les avantages



L'euro a dû relever des défis bien connus au cours de ces dernières années. La crise de la dette a mis en lumière des faiblesses qui ont été analysées et corrigées. En conséquence, le cadre que constitue l'Union économique et monétaire a été renforcé.

S'il est important de tenir compte des problèmes de gouvernance économique que soulève l'euro, il ne faut pas pour autant oublier les avantages considérables qu'il a apportés à l'Europe, ses citoyens et ses entreprises.

Quels sont les bénéfices pour les citoyens?



Un choix plus large, des prix plus bas

La concurrence entre magasins et entre fournisseurs s'est accrue. Cela signifie que nous bénéficions de prix plus bas et que les hausses de prix sont maîtrisées.

Des achats transfrontaliers plus faciles

Au sein de la zone euro, nous n'avons pas besoin de calculer les taux de change, les prix sont faciles à comparer et nous avons plus de choix.

Une monnaie stable

Le taux d'inflation dans la zone euro a été d'environ 2 % tous les ans depuis le lancement de l'euro. C'est un taux remarquablement stable et bas comparé au taux de 20 % (voire plus) que certains pays de l'Union ont connu dans les années 1970 et 1980.

Voyager plus facilement et moins cher

Il est désormais beaucoup plus facile pour nous de voyager dans la zone euro: plus besoin de changer de devises, et plus de frais de change.

L'euro est également facile à changer dans beaucoup de pays hors de la zone euro — on estime

qu'en valeur, de 20 à 25 % des billets en euros circulent en dehors de la zone euro.

Quels sont les bénéfices pour les entreprises?

Tout simplement: taux d'intérêt bas = plus d'investissements



- Une inflation faible maintient les taux d'intérêt à un niveau bas.
- Les entreprises peuvent emprunter plus à moindre coût en vue d'investir dans de nouvelles machines ou dans la recherche et le développement, par exemple.
- De nouveaux produits, de nouveaux services et une plus grande productivité.
- La croissance économique et une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi.

La stabilité économique favorise la planification à long terme

Aujourd'hui, les entreprises européennes sont mieux en mesure d'investir à long terme. Avec des taux d'intérêt stables, il leur est plus facile de prévoir si leurs investissements généreront des bénéfices.

Des risques et des coûts plus faibles encouragent les échanges et les investissements transfrontières

Auparavant, les échanges entre pays de l'Union nécessitaient d'échanger de nombreuses monnaies aux cours fluctuants. Pour faire face à ce risque, les entreprises tendaient à vendre à un prix plus élevé à l'étranger, ce qui limitait les échanges. Ce risque n'existe plus.

En outre, les échanges commerciaux au sein d'un marché unique utilisant une seule devise sont plus efficaces que des échanges sur différents marchés utilisant différentes monnaies. Avant l'euro, la valeur estimée des frais de change dans l'Union était de 20 à 25 milliards d'euros par an. Avec la zone euro, ces coûts ont disparu.



Quels sont les bénéfices pour l'Europe?

Des marchés financiers mieux intégrés

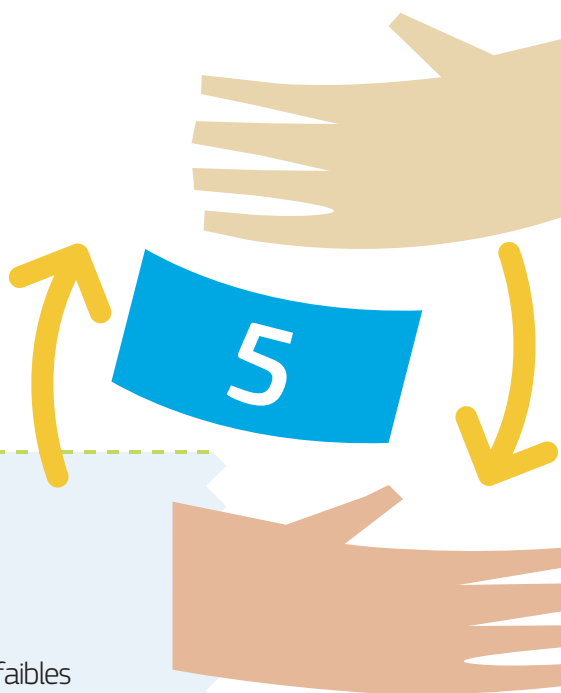
La plus grande intégration économique et monétaire permet aux investissements d'aller plus facilement là où ils seront utilisés de la manière la plus efficace. Un marché financier d'une zone euro élargie, soumis à une régulation et à une supervision appropriées, met également davantage de capital à disposition des investisseurs, et permet à ceux-ci de mieux répartir les risques.

Des échanges internationaux facilités

L'euro est de plus en plus utilisé pour les transactions commerciales internationales du fait de sa force et de sa disponibilité, et de la confiance qu'il inspire. Cela permet aux entreprises de la zone euro de payer et d'être payées en euros, les rendant ainsi moins vulnérables aux fluctuations des taux de change et facilitant les échanges commerciaux avec nos partenaires.

La zone euro a une plus grande présence internationale

Les grands acteurs de l'économie mondiale se réunissent au sein de forums internationaux tels que le Fonds monétaire international (FMI) et le G7/G20 afin de promouvoir la stabilité sur les marchés mondiaux. L'euro est désormais la deuxième monnaie mondiale après le dollar américain. En tant que l'une des principales régions économiques du monde, l'Union dispose d'une voix plus forte dans le monde.



Les avantages de l'euro en bref

L'UEM et l'euro signifient:

- une monnaie stable
- une inflation maîtrisée et des taux d'intérêt plus faibles
- une plus grande transparence des prix
- la disparition des frais de change
- des marchés financiers plus intégrés et soumis à une réglementation et une supervision adéquates
- une économie plus performante
- un cadre pour des finances publiques plus saines
- des échanges internationaux facilités
- un symbole tangible de l'identité européenne

Quelques idées fausses sur l'euro



Idée fausse: l'euro a entraîné une augmentation des prix

En réalité, en abaissant l'inflation et en renforçant la concurrence, l'euro rend la vie moins chère. Les données relatives aux prix à la consommation montrent qu'en moyenne, l'adoption de l'euro a causé bien moins d'augmentations de prix qu'il n'est généralement supposé et que l'effet global sur les prix a été très limité (un effet ponctuel compris entre 0,1 et 0,3 % en 2002).

Idée fausse: l'euro entraîne une perte indésirable de souveraineté nationale

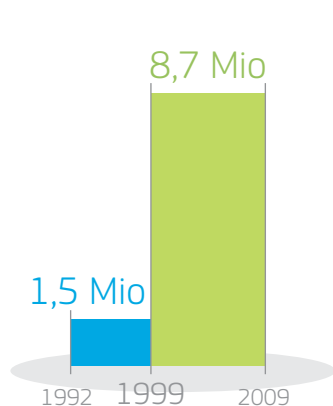
L'adoption de l'euro implique de mettre en commun une partie de la souveraineté nationale, étant donné que les gouvernements doivent coordonner leurs politiques économiques et maîtriser leurs dépenses. À l'heure de la mondialisation, la souveraineté nationale est une notion relative. En coordonnant leurs politiques, les gouvernements peuvent acquérir une plus grande influence et un plus grand pouvoir dans le domaine économique.

Quelques chiffres clés



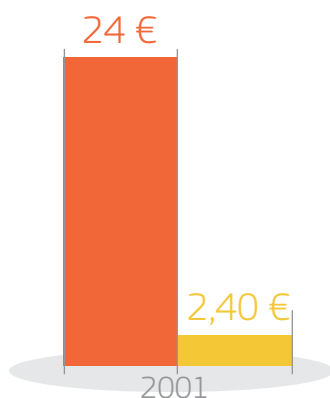
Au moment de l'introduction de l'euro, 38 milliards de pièces ont été mises en circulation. Cela représente environ 124 pièces en euros pour chaque habitant de la zone euro.

Au cours de la décennie qui a suivi l'introduction de l'euro en 1999, environ 8,7 millions de nouveaux emplois ont été créés dans la zone euro, contre 1,5 million seulement au cours des sept années précédentes.



Soutien à la création d'emplois

Le coût moyen du transfert de 100 € est passé de 24 € à 2,40 € depuis que les règles relatives aux paiements transfrontaliers en euros ont été introduites en 2001.



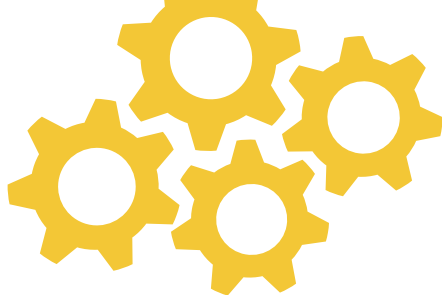
Réduction des frais de transfert

Depuis décembre 2006, la valeur totale des billets et pièces en euros en circulation a généralement été supérieure à la valeur des espèces en dollars US en circulation.



Capacité de faire face à la concurrence mondiale

Les règles du jeu: adopter l'euro et assurer sa gouvernance



Des écueils évités

La récente crise financière et de la dette souveraine a révélé des faiblesses dans le cadre de coordination des politiques économiques de l'UEM. En réponse, l'Union européenne a renforcé les règles et procédures par lesquelles les pays de la zone euro coordonnent leurs politiques économiques et budgétaires. Ces changements aideront nos économies à sortir de la crise et à se relancer, et contribueront à éviter que des crises similaires ne se reproduisent à l'avenir.

Devenir membre du club

Tous les pays de l'Union peuvent, en principe, adopter l'euro. Toutefois, les pays qui souhaitent faire partie de la zone euro doivent remplir un certain nombre de critères pour montrer que leur économie est prête pour la monnaie unique. Ces critères d'entrée, dits de convergence, visent à déterminer si les finances publiques sont sur une trajectoire viable par rapport aux critères de référence concernant le niveau du déficit budgétaire et celui de la dette publique. Ils visent également à vérifier que les pays ont atteint un degré élevé de stabilité macroéconomique et de compétitivité en termes de faiblesse du taux d'inflation et des taux d'intérêt à long terme ainsi que de stabilité du taux de change.

Des finances publiques saines pour assurer le succès de la participation à la zone euro

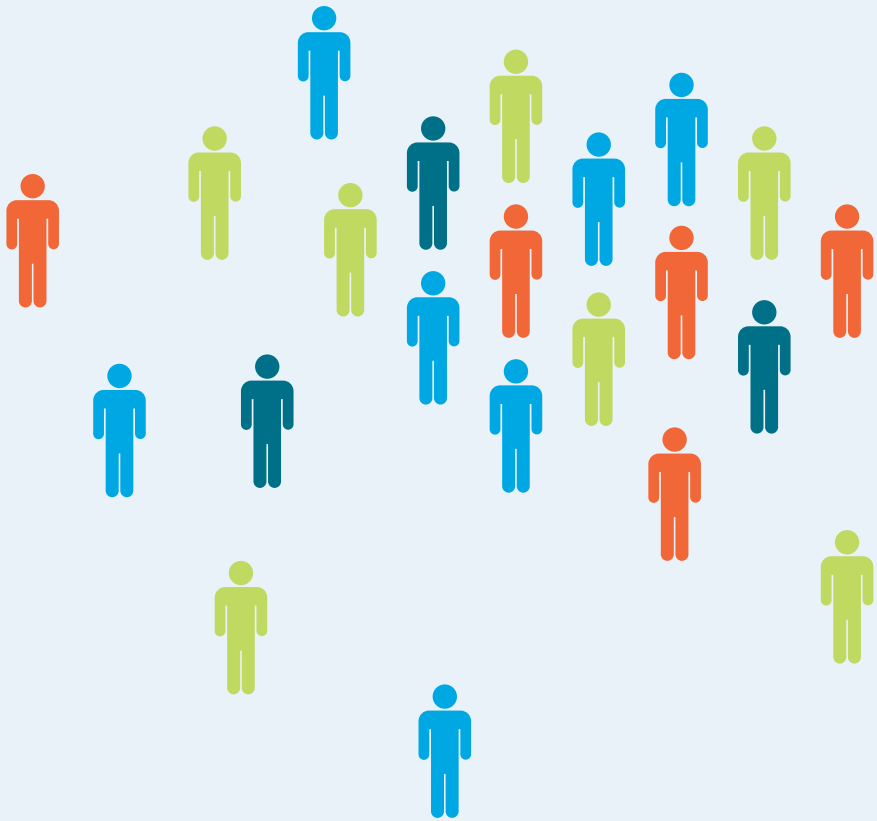
L'euro présente de nombreux avantages potentiels, mais seulement si les pays participants mènent des politiques économiques saines. C'est la raison pour laquelle, depuis l'origine, l'adhésion à l'euro s'est accompagnée de l'obligation stricte d'éviter les déficits budgétaires excessifs et de limiter la dette publique. Cet engagement en faveur d'une politique budgétaire saine est contrôlé au moyen du «pacte de stabilité et de croissance».

Ce pacte a été considérablement renforcé à la suite de la crise économique. Les gouvernements doivent désormais soumettre leurs projets de budget à la Commission et aux autres États membres de la zone euro pour examen. Des mécanismes de surveillance rigoureux sont en place pour s'assurer que les pays respectent effectivement les objectifs budgétaires que tous les pays de la zone euro se sont engagés à atteindre, des sanctions pouvant être appliquées en cas de besoin.

Renforcer la compétitivité et promouvoir la croissance

Des finances publiques saines ne suffisent pas pour garantir la prospérité économique dans la zone euro. La crise a également fait apparaître la nécessité d'une nouvelle approche en matière de réglementation des services financiers et de suivi de l'évolution des marchés financiers. De nouveaux instruments de surveillance ont également été mis en place pour faire en sorte que les pays de la zone euro adoptent des politiques économiques qui promeuvent la compétitivité, la croissance et l'emploi. Mieux vaut prévenir que guérir, et ces nouveaux instruments de surveillance visent également à éviter l'apparition de dangereuses bulles immobilières.





Qui est qui?

Commission européenne

La Commission et, en particulier, sa direction générale des affaires économiques et financières suivent l'évolution de la situation économique dans l'ensemble de l'Union et apportent leur concours pour mettre en œuvre et approfondir la législation décrite plus haut.

Banque centrale européenne (BCE)

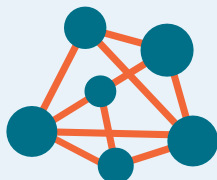
La BCE est une institution indépendante de l'Union qui prend les décisions relatives à la politique monétaire dans la zone euro, dans le but de maintenir la stabilité des prix.

Parlement européen

Le Parlement européen est l'organe législatif de ce processus. Il entend, examine et vote. Il décide en collaboration avec le Conseil ou donne son avis quant au fait qu'une politique donnée doit être mise en œuvre ou non.

Ecofin et Eurogroupe

Il s'agit des réunions du Conseil où l'essentiel des décisions est pris. Le Conseil «Ecofin» est composé des ministres des finances de tous les pays de l'Union; l'Eurogroupe se compose des ministres des finances de tous les pays de la zone euro.





- Pays de la zone euro
- États membres de l'UE qui ont une option d'exemption à l'euro
- États membres de l'UE qui doivent encore adopter l'euro



Pour plus d'informations

L'euro:

www.ec.europa.eu/euro

Commission européenne, direction générale des affaires économiques et financières:

www.ec.europa.eu/economy_finance/index_fr.htm

La Commission européenne:

www.ec.europa.eu

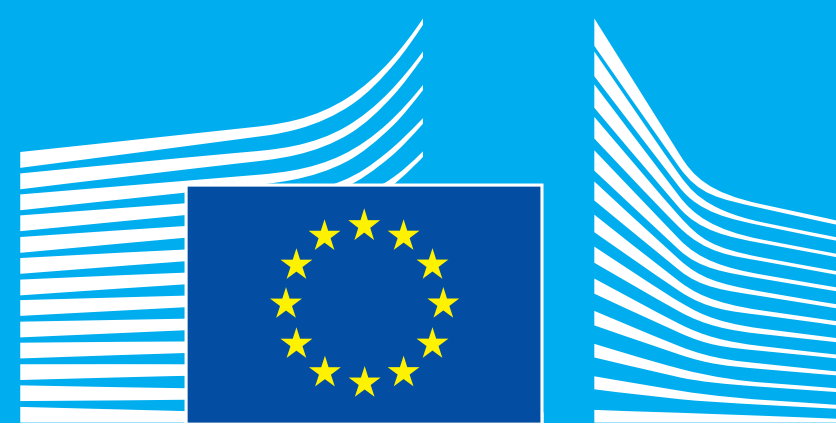
La Banque centrale européenne:

www.ecb.eu

© Union européenne, 2015

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source





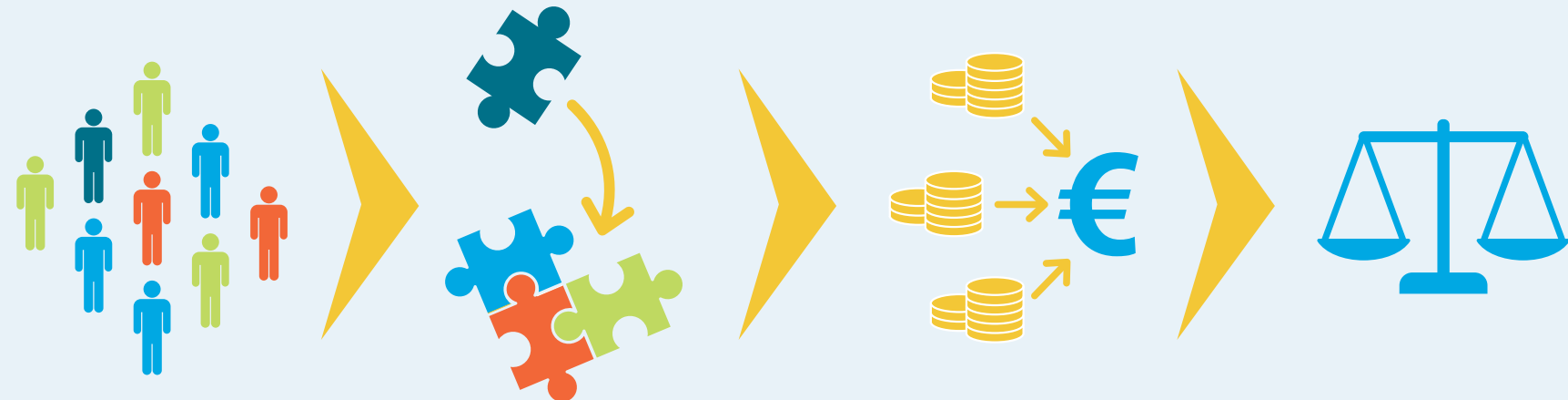
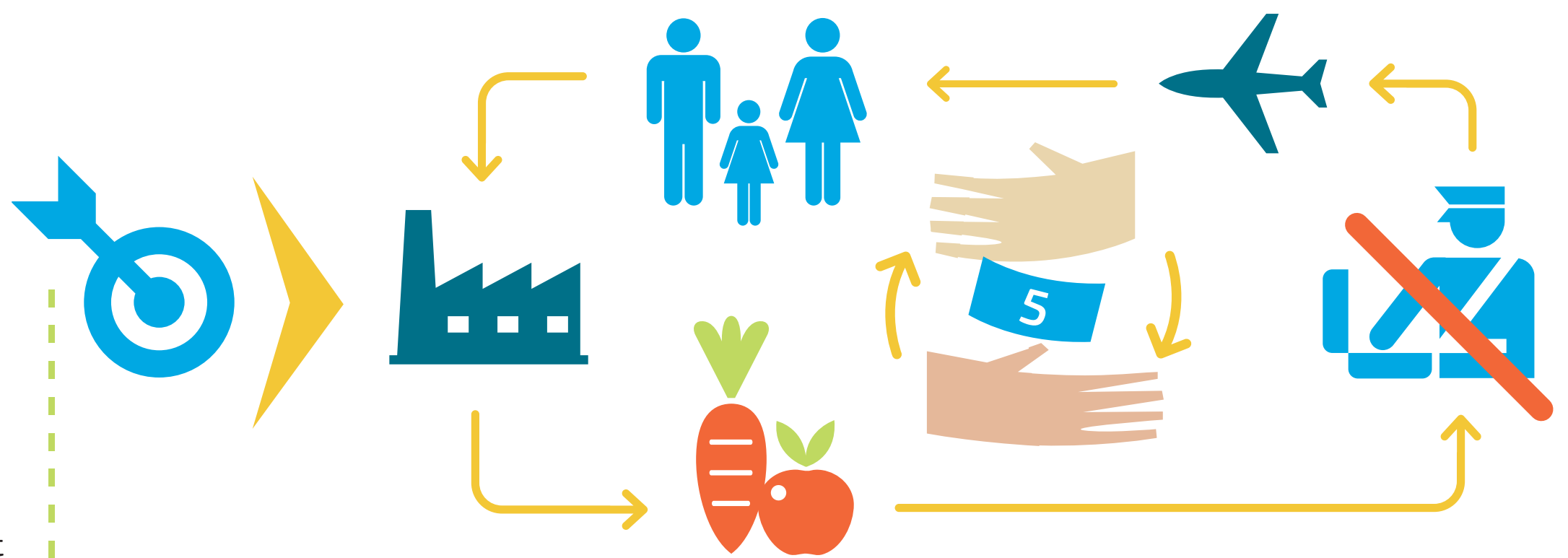
Commission européenne

Vers une monnaie commune: le chemin vers l'euro

1957 

Préparer l'avenir de notre marché commun

La fondation de la Communauté économique européenne, en 1957, a marqué la naissance du marché commun et le début de l'intégration européenne. Elle a permis aux biens, aux personnes, aux services et aux capitaux de circuler plus librement entre les États membres, sans barrières.



1992 

Le marché commun devient une réalité

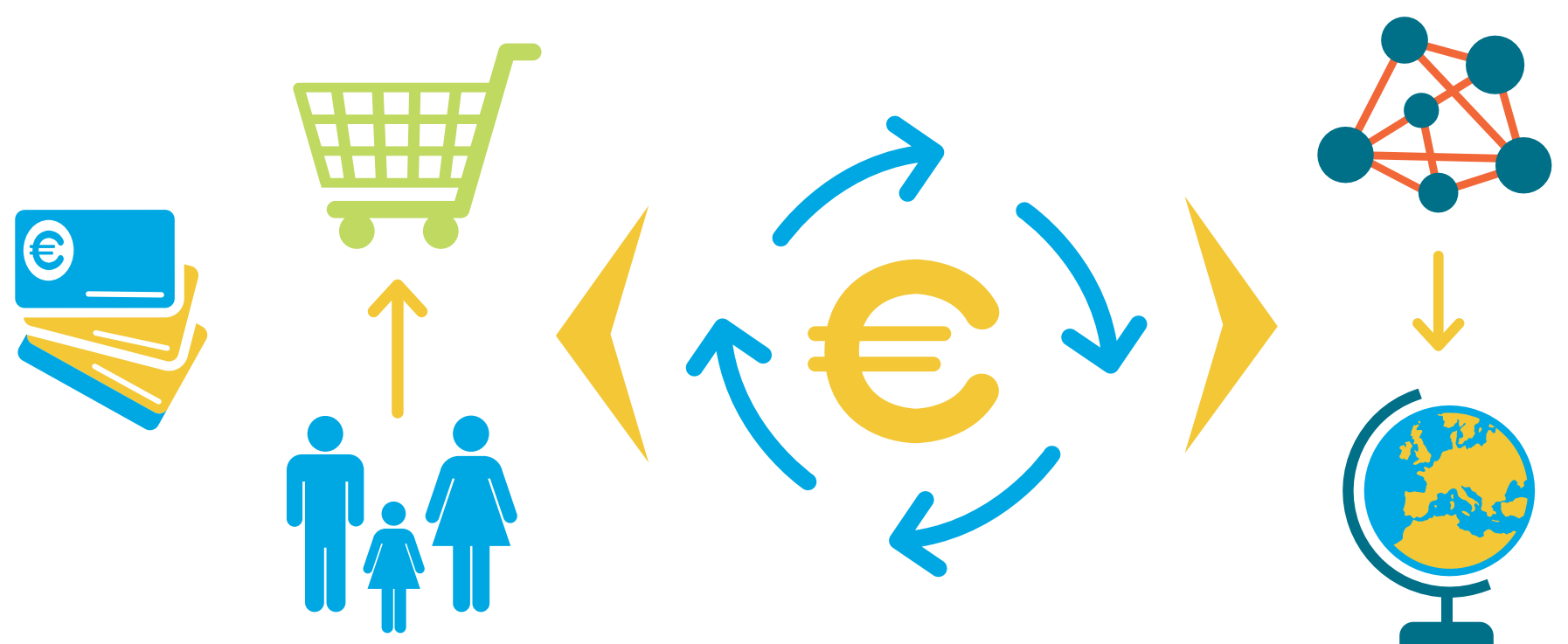
Avec la multiplication des échanges au sein de l'Europe, il est apparu que le marché unique était limité par la diversité des monnaies en circulation. Comment lever cette entrave à l'intégration? En 1992, le traité de Maastricht a décidé que l'Europe serait dotée d'une monnaie unique forte et stable pour le XXI^e siècle.

2002 

Naissance de l'euro

Le 1^{er} janvier 2002, les billets et les pièces en euros font leur apparition aux guichets des banques, dans les caisses enregistreuses ainsi que dans les porte-monnaie. Depuis lors, la zone euro s'est élargie, en procurant des avantages tangibles à un nombre sans cesse croissant de citoyens et d'entreprises.

L'élargissement de la zone euro est un processus permanent et dynamique.



AUJOURD'HUI 

Maintenir l'euro sur la bonne voie

Il a toujours existé des critères et des règles pour assurer un développement économique stable et harmonieux à la zone. Toutefois, en réponse à certaines faiblesses apparues au cours de la crise, ces règles ont été renforcées afin de former le nouveau cadre de gouvernance économique de l'Union, qui vise à remettre sur la bonne voie les pays de la zone euro en difficulté et à éviter que de tels problèmes ne se reproduisent à l'avenir.